



Résolution de la Chambre d'agriculture de l'Union suisse des paysans du 18 septembre 2009 à l'adresse du Conseil fédéral

Trop de réforme tue la réforme !

Les membres de la Chambre suisse d'agriculture de l'Union suisse des paysans (USP) exigent du Conseil fédéral une réévaluation de sa stratégie en matière de développement de la politique agricole et un abandon pur et simple de sa volonté débridée d'ouverture des frontières, que ce soit en relation avec un accord de libre-échange agroalimentaire global avec l'Union européenne (ALEA) ou à l'OMC. Alors que l'agriculture fait actuellement face à de grosses difficultés, le CF est malgré tout favorable à une éventuelle relance de l'OMC cet automne et œuvre sans relâche à la promotion d'un ALEA dont ni les consommateurs, ni les contribuables ne profiteraient. Pendant ce temps, il règne un flou total en termes de sécurité du financement d'éventuelles mesures d'accompagnement et la révision du système des paiements directs pourrait affaiblir encore la vitalité de la production agricole en Suisse, rognant sa souveraineté alimentaire. N'oublions pas l'amer Cassis de Dijon ou encore la loi sur le développement territorial en pleine discussion. C'en est trop pour l'agriculture. Les familles paysannes sont désespérées. Pour travailler efficacement et se développer, elles ont besoin d'une ligne claire et de perspectives stables. Trop de réforme tue la réforme, stop au dogmatisme et à l'obstination !

Certains signes indiquent que les débats à l'OMC pourraient reprendre et s'accélérer cet automne. Le Conseil fédéral poursuit la négociation d'un ALEA avec l'UE entamée voici près d'une année. Nonobstant du succès d'un éventuel référendum contre son application, le principe dit du Cassis de Dijon sera prochainement mis en œuvre. Le système des paiements directs devrait être réformé en exigeant de l'agriculture qu'elle fournisse une impressionnante palette de prestations tout en la privant d'instruments éprouvés comme les contributions à la détention d'animaux consommateurs de fourrages grossiers et celles pour la détention d'animaux en conditions difficiles. La révision de la Loi sur le développement territorial est également dans une phase de discussion dont la nature n'est pas propre à rassurer l'agriculture quant à son cadre de développement.

L'USP a maintes fois prévenu le Gouvernement; la mise en œuvre, autant d'un accord de libre-échange avec l'UE que d'un accord à l'OMC auraient des répercussions aussi dramatiques qu'insoutenables en termes de revenu pour les exploitations agricoles de ce pays. Une diminution de moitié du revenu est à prévoir et seules des mesures d'accompagnement dont l'ampleur dépasse certainement les disponibilités financières de l'Etat pourraient éviter un naufrage de la production de notre agriculture.

Les 20 dernières années l'ont montré de façon très claire : alors que les prix encaissés par les producteurs, conséquemment aux maintes réformes déjà mises en œuvre, on diminué de 25%, ceux que paient les consommateurs pour les denrées alimentaires qu'ils achètent ont augmenté de 15% ! On sait de plus que les suisses sont ceux des consommateurs au monde qui dépensent le moins (soit environ 7%) de leur budget annuel pour assurer leur alimentation. Simultanément, ce sont également les suisses qui importent, et de loin, le plus de denrées alimentaires par année et par personne. Comment, vu ce qui précède, justifier toute l'ardeur mise à libéraliser encore et encore une agriculture à bout de souffle alors que ni les consommateurs, ni les contribuables, bref, la population, ne le demande?

La Chambre exige du Conseil fédéral une réévaluation de sa stratégie en matière de politique agricole. Ce sont actuellement un objectif de libéralisation externe et de réforme interne qui sont

poursuivis simultanément. Cette débauche d'actions a de quoi donner le tournis. Dans cette optique :

- **L'Union suisse des paysans s'oppose formellement à la poursuite du démantèlement de l'agriculture, conséquence prévisible des réformes internes ou accords de libéralisation voulus par le Conseil fédéral. Son but prioritaire doit être l'augmentation du revenu agricole par une amélioration de la valeur ajoutée liée à la production.**
- **Le conseil fédéral doit tout entreprendre pour défendre autant les intérêts des familles paysannes que ceux des secteurs de l'industrie et des services à l'OMC.**
- **L'idée d'un ALEA global ne doit pas être poursuivie. Ce sont d'abord les obstacles non tarifaires au commerce avec l'UE qui doivent être éliminés, avant qu'une ouverture sélective, spécifique à certains produits ayant de réelles chances, soit envisagée.**
- **Une réforme fondamentale du système des paiements directs n'est pas souhaitable. Tout au plus certaines adaptations marginales pourraient être entreprises mais seulement si elles répondent à une demande sociétal réelle.**
- **L'USP exige du Conseil fédéral et des autorités un rapport, stipulant clairement les conséquences de ses actions en matière de réforme de la politique agraire selon les éléments mentionnés plus haut, la nature des mesures de compensations prévues et leur modalité de financement.**
- **Elle veut dans le même rapport une prise de position du CF sur l'évolution de la provenance de l'alimentation de la population suisse et de ses objectifs en la matière. La question de la souveraineté alimentaire doit être prise en compte dans les explications fournies.**
- **Enfin, elle exige un énoncé des conditions et scénarios qui peuvent garantir l'avenir économique d'une agriculture productive durable en Suisse.**